

Les subsides

En second lieu, j'aimerais faire un bref rappel historique à propos du «Buffalo Jump of the 1980's», mais tout d'abord il importe, je pense, de faire quelques mises au point, pour que les Canadiens comprennent un peu quel genre de mentalité a inspiré le groupe d'étude et dans la préparation du document Nielsen.

J'ai été étonné de constater combien peu de gens des médias savent ce qu'était le saut des bisons. Ce qu'il y a de certain, c'est que les gens de l'Ouest qui sont allés dans les Prairies ou au bord de la Colombie-Britannique savent que les populations indiennes avaient l'habitude d'utiliser des accidents naturels, des percées naturelles dans la forêt ou que sais-je encore pour ensuite pousser à pied ou à cheval—surtout avant l'arrivée des armes à feu—les bisons vers les précipices ou les rives pour qu'ils s'y tuent en tombant. Il faut chercher à comprendre un instant quel genre de mentalité et d'approche a présidé à l'établissement du rapport de 395 pages, pour que le personnel provincial et fédéral concerné, spécialement les membres du groupe d'étude, utilise l'expression «saut des bisons» non seulement comme slogan à table, mais dans le rapport et ensuite dans un document destiné au cabinet. Il faut revenir au Livre blanc de 1969, qui était appelé un document d'assimilation, et à divers autres moyens et mesures qui ont été pris dans le cadre de l'horrible traitement accordé à nos premiers citoyens et en particulier dans les politiques d'extermination comme il y en a eu à Terre-Neuve pour les Béothuks.

En fait, ce document propose à la fois une tentative d'assimilation mitigée, l'octroi de certains pouvoirs aux provinces, et l'anéantissement de nombreuses cultures indiennes et inuites. Je trouve le document Nielsen passablement répugnant. J'espère que cet après-midi le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien prendra le temps de répondre aux questions que je soulève à ce sujet, car pendant toute la semaine nous n'avons pas pu tirer de réponses du premier ministre, du vice-premier ministre (M. Nielsen), du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp), du ministre responsable du Logement et du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien lui-même, quand nous avons voulu savoir ce que cache le document.

Quand on examine la stratégie des relations publiques dans le document, on s'aperçoit que le processus est rendu si loin, que le vice-premier ministre a exercé tant de pressions auprès du groupe d'étude, qu'il semble maintenant peu probable que le gouvernement puisse reculer. La stratégie en question soulève la possibilité de certaines fuites, la façon de les traiter et d'aller de l'avant dans l'application d'une politique qui m'apparaît comme la plus répréhensible et la plus erronée dont auront à souffrir les premiers citoyens du Canada.

Monsieur le Président, je voudrais commencer par une question qui est bien familière au député de Cochrane-Supérieur et à mes collègues qui sont ici. Chaque fois qu'il est question d'autonomie politique, il ne suffit pas de l'inscrire dans un document et ensuite de l'intégrer à la Constitution. Car les premières nations de notre pays étaient des peuples autonomes.

Si on remonte à la tradition du potlatch, on constate qu'ils avaient un système parlementaire. Les titres étaient transmissibles, on traitait de relations entre États, il était question de toutes sortes de lois imaginables fondées sur le droit à la propriété, le droit commun et le droit criminel. C'est un processus parlementaire très avancé qui existe toujours. Il a été remplacé par notre Parlement et par les assemblées législatives des provinces. Il faut cependant en venir aux choses sérieuses. Le document affirme que 11 ministères ont dépensé 3 milliards de dollars d'une façon ou d'une autre pour des programmes destinés aux Indiens et aux Inuits. Il est question aussi de reporter et de retarder les négociations sur les revendications globales, ce qui nous ferait épargner 8 milliards de dollars d'ici cinq ans.

Nous devons comprendre pourquoi les communautés autochtones au Canada accusent les taux de suicide, de mortalité infantile, et de chômage les plus élevés et d'espérance de vie la plus basse. Tous les facteurs sociologiques négatifs qui caractérisent les groupes minoritaires dans le monde entier se retrouvent chez les Indiens et les Inuit du Canada. Nous devons nous demander quelle en est la raison. Ils sont privés de leur vie culturelle et traditionnelle dans de nombreuses régions du pays. Les Canadiens ont enfin compris que la solution à ce problème consiste à redonner aux Indiens leurs droits et leurs terres. Ils ont besoin de ressources naturelles, car ils redeviendront naturellement autonomes en acquérant leurs droits de propriété sur les ressources naturelles de leurs terres. Il est inutile, je crois, de continuer à tourner autour du pot pour régler la question.

J'ai vraiment cru le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien quand il m'a dit à la Chambre et en dehors de la Chambre qu'il n'avait pas lu le document de 395 pages avant qu'il ne fasse l'objet d'une fuite. Il doit l'avoir lu maintenant. Il est regrettable qu'il ne se soit pas mêlé aux travaux du groupe d'étude, car j'estime que, au point où en sont rendues les choses, le ministre aura fort à faire pour bloquer le processus en cours à la Chambre. Il faudra les efforts de tous les députés sincères pour exercer des pressions sur le cabinet en vue d'interrompre le processus sur-le-champ.

● (1250)

Il faut s'arrêter un moment et se demander comment on peut honnêtement traiter de cette question. Ce n'est pas par l'intermédiaire de la Banque fédérale de développement, ni par transfert aux provinces ni en procédant, par des moyens divers, à l'assimilation des Indiens et des Inuit. Il y a des choses sur lesquelles on peut s'appuyer. Il y a la décision Calder de la Cour suprême du Canada, et l'affaire Nishga, dans laquelle le tribunal n'a pu prendre de décision sur la question du titre. Trois des six juges ont conclu que les autochtones avaient un droit exclusif sur les terres, mais le Parlement continue à dire, depuis des années, qu'il va présenter de nouveaux programmes, faire ceci ou cela.